

Le 7 septembre 2021

NON à la coupe à blanc des forêts anciennes

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) demande aux gouvernements de la Colombie-Britannique et du Canada de mettre fin aux coupes à blanc dans les forêts anciennes. De plus, le STTP dénonce les actions de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) contre les protecteurs de la forêt et les journalistes présents au blocus d'Ada'itsx (Fairy Creek), sur l'île de Vancouver, où, depuis plus d'un an, des milliers de personnes de tous les horizons tentent d'empêcher la coupe à blanc d'une forêt ancienne.

Plus de 800 personnes pacifiques ont été arrêtées pour avoir protégé des arbres anciens et rares. La GRC a fait un usage excessif de la force, en recourant notamment à la violence et au gaz poivré contre les protecteurs de la forêt, des personnes qui ne représentaient pourtant aucune menace physique. Elle a également empêché des journalistes et des observateurs juridiques d'accéder au site du blocus, et elle a illégalement arrêté certains d'entre eux. De plus, la GRC a ciblé les Autochtones et les personnes de couleur avec une violence accrue, ce qui a été bien documenté.

Le 9 août dernier, le juge Douglas Thompson, de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, a jugé illégales les arrestations menées par la GRC contre des personnes exerçant leur droit de manifester. La GRC a néanmoins intensifié sa violence après le dépôt de la décision.

Le STTP demande au gouvernement provincial de la Colombie-Britannique et au gouvernement fédéral de tenir leurs promesses de protéger les dernières forêts anciennes, ainsi que la faune et les écosystèmes fragiles qu'elles abritent. Nous demandons également à nos gouvernements de respecter leurs promesses de réconciliation et de consulter honorablement les Premières Nations. Il s'agit de faire ce qui s'impose dans le contexte de la crise climatique qui s'intensifie et de la découverte des restes de plus de 1 300 enfants autochtones sur le terrain de pensionnats.

.../p. 2



Le Syndicat exige également :

- que toutes les accusations contre les personnes arrêtées soient abandonnées;
- que les arrestations illégales et le recours à la violence et au gaz poivré contre les manifestants cessent immédiatement;
- que les journalistes soient autorisés à accéder au site du blocus.

Enfin, le STTP est grandement déçu qu'un gouvernement élu sur la base de son engagement à soutenir les travailleuses et travailleurs et une transition juste soit responsable de ce type d'atrocités à un moment aussi critique pour l'humanité. Nous devons mettre un terme aux pratiques extractives issues du colonialisme et du capitalisme. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour sauver les dernières forêts anciennes de la planète.

DB/lm cope 225 _ gl/scfp1979

